

[Text]

This Friday, and I know you will be joining me again on Friday, we will commemorate the 20th anniversary of the release of the report of the Royal Commission on the Status of Women. It seems hard to imagine that just 20 years ago violence against women was so hidden that this ground-breaking report did not so much as even touch upon it. This is the measure of how far we have come and yet how far we have to go.

What I would like to do today is outline the challenge that confronts us and speak about what has been done and what we are doing to meet that challenge. I would also like to present some options for discussion as to how I believe we can work to eliminate violence against women. And if we have time, I would like to show a short video on violence against women, which we presented at the Commonwealth women's affairs ministers meeting this past October.

I assume you would probably agree that the root causes of violence against women are entrenched and the solutions are complex. If there were an easy solution we hopefully would have been able to do something about it. We must seek a clearer understanding of those causes as we search for collaborative and long-term solutions. The task at hand is nothing less than to change some of the basic attitudes and cultural values.

Violence against women is being identified around the world as a type of discrimination that takes many forms: physical assault, sexual assault, psychological abuse, and emotional abuse. It exists on a continuum that includes sexist jokes, pornography, harassment, prostitution, spousal assault, date violence, child abuse, incest, and individual, serial, and mass murders. Violence against women is common to all countries and societies, both developed and developing, and it cuts across culture, race, class, age, and religion. When the Commonwealth women's affairs ministers met, in a number of private discussions I had with my colleagues, this was an issue that affected every country—Africa, Asia, North America. Everyone was struggling with it.

Violence against women has largely been invisible and unrecorded and even quietly condoned. The truth is gradually coming to light. We know from the figures we have that violence against women is a widespread problem in most countries. However, it is difficult to establish a reliable estimation of the actual level of violence in Canada and elsewhere, for a variety of reasons.

The biggest problem is probably under-reporting. Current methods of estimating the incidence of violence rely mostly on reported incidents in police, welfare, and hospital files, from shelters for battered women, or reports from victims themselves through phone-ins or field surveys.

[Translation]

Vendredi prochain, je sais que vous serez aussi avec moi lorsque nous célébrerons également le 20^e anniversaire de la publication du rapport de la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme. On a du mal à imaginer qu'il y a à peine 20 ans, la violence faite aux femmes était tellement bien cachée que ce rapport inaugural n'y faisait même pas allusion. Cela permet de mesurer la distance déjà parcourue, et toute celle qui reste pourtant à parcourir.

Ce que j'aimerais faire aujourd'hui, c'est exposer le défi auquel nous faisons face, et parler de ce qui a été fait et de ce qui se fait pour relever ce défi. J'aimerais également offrir à la discussion certaines options sur ce que nous pouvons faire selon moi pour éliminer la violence faite aux femmes. J'espère également que nous aurons le temps de vous montrer un court vidéo sur la violence faite aux femmes que le Canada a projeté à l'occasion de la réunion des ministres du Commonwealth chargés de la condition féminine en octobre dernier.

Vous conviendrez sans doute que les causes profondes de la violence faite aux femmes sont solidement enracinées et que les solutions sont complexes. Si elles avaient été simples, nous aurions pu résoudre le problème. Nous devons chercher à mieux comprendre ces causes dans notre recherche de solutions de collaboration, à long terme. Ce que nous devons accomplir n'est rien de moins que de changer certaines des attitudes et des valeurs culturelles fondamentales de notre société.

On reconnaît dans le monde entier que la violence faite aux femmes constitue un type extrême de discrimination qui prend bien des formes—violence physique, agression sexuelle, abus psychologiques et abus émotionnels. Elle s'inscrit dans un ensemble où l'on retrouve les blagues sexistes, la pornographie, le harcèlement, la prostitution, la violence conjugale, lors d'un rendez-vous ou envers les enfants, l'inceste, ainsi que l'assassinat individuel, en série et les tueries de masse. La violence faite aux femmes se retrouve dans tous les pays et toutes les sociétés—tant industrialisés qu'en voie de développement. Et elle transcende les cultures, les races, les classes, les groupes d'âge et les religions. Lors de la réunion des ministres du Commonwealth chargés de la condition féminine, j'ai pu constater, dans bien des discussions que j'ai eues en privé avec mes collègues, que ce problème existe dans tous les pays, aussi bien en Afrique qu'en Asie et qu'en Amérique du Nord.

La violence faite aux femmes est en grande partie restée invisible, non consignée, voire tacitement tolérée. La vérité se fait graduellement jour. Les statistiques dont nous disposons nous disent que la violence faite aux femmes constitue un problème très répandu dans la plupart des pays. Il est cependant difficile de procéder à une estimation fiable du niveau réel de violence au Canada et ailleurs, et ce pour diverses raisons.

Le plus gros problème réside probablement dans l'insuffisance des cas signalés. Les méthodes actuelles qui servent à évaluer l'incidence de la violence reposent principalement sur les cas signalés dans les dossiers de la police, des services sociaux et hospitaliers, des foyers de femmes battues, ou des dénonciations des victimes elles-mêmes, par appel téléphonique ou grâce à des sondages sur le terrain.